



Nouvelles perspectives pour les échanges internationaux de jeunes

Stratégies communes de France, d'Allemagne, d'Algérie, du Maroc et de Tunisie

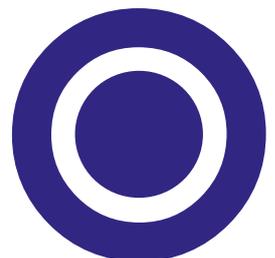


Neue Perspektiven für den internationalen Jugendaustausch

Gemeinsame Strategien aus Deutschland, Frankreich, Algerien, Marokko und Tunesien



قافآ بابشلا نيب قويلودلا تالدابتلل قديج
و اي ناملأ و اسنرفل قكرتشم قيجيتارتسا
سنوت و برغملا و رنازجلا



**Synthèse et résultats de la conférence
Marseille, 5-8 octobre 2016**



Sommaire

- p.3** Avant-propos des Secrétaires généraux de l'OFAJ,
M^{me} Béatrice Angrand et M. Markus Ingenlath
- p.4** Les programmes trinationaux de l'OFAJ
- p.6** «L'usine à rêve euroméditerranéen» – Exposé de Slim Amamou
- p.8** Repenser l'espace méditerranéen : table ronde
avec le groupe de chercheurs «Transmed!»
- p.13** Dépasser les frontières, œuvrer ensemble dans
l'espace euroméditerranéen : impact, défis et
succès des échanges internationaux de jeunes
- p.15** Les thèmes d'actualité dans l'espace méditerranéen
- p.19** Perspectives : quelle direction pour les partenariats
transméditerranéens? Objectifs, souhaits, projections

Annexes

**Liste des organisations représentées
Informations sur les intervenants**

Avant-propos des Secrétaires généraux de l'OFAJ, M^{me} Béatrice Angrand et M. Markus Ingenlath



L'Europe? L'Euroméditerranée! En pensant à Fernand Braudel, nous voulons imaginer l'avenir de l'Europe en renforçant le dialogue avec ses voisins du pourtour méditerranéen qui ont souvent été à l'origine de sa civilisation. S'appuyant sur ses expériences positives de construction de la relation franco-allemande depuis plus de cinquante ans, l'Office franco-allemand pour la Jeunesse (OFAJ) développe de plus en plus de coopérations trinationales. Ses zones d'intervention prioritaires sont les pays d'Europe centrale et orientale, l'Europe du Sud-Est et les pays du Maghreb. Dans ce contexte,

l'objectif de cette conférence à Marseille est de dynamiser les programmes d'échanges entre des jeunes de France, d'Allemagne, du Maroc, d'Algérie et de Tunisie pour soutenir le dialogue des cultures, contribuer à un transfert culturel pacifique qui prend en compte l'interdépendance des origines. En effet, des liens historiques anciens existent entre ces pays, même si le traitement et l'écriture de cette histoire ne sont pas toujours apaisés.

Dans ce domaine, l'OFAJ a fait l'observation principale suivante : avec trois partenaires – grâce au phénomène de triangulation – l'analyse critique du passé et le travail de rapprochement (ou de réconciliation) sont plus aisés. Aujourd'hui plus que jamais, il est important de multiplier ces approches : ne pas considérer l'histoire sous le seul angle national, mais oser aller au-delà et prendre en compte le point de vue de tous. C'est ainsi qu'il est possible pour chacun de mieux comprendre l'autre.

Le travail trinationnel apporte donc un enrichissement et présente de grandes opportunités. Depuis bien des années, une conscience commune des difficultés mais aussi des chances se bâtit à travers des projets euroméditerranéens. Les expériences historiques douloureuses peuvent maintenant être abordées. Par delà, il reste encore beaucoup à découvrir : quelles sont les interdépendances entre l'Afrique du Nord et l'Europe? À quoi pourrait ressembler, à l'avenir, les rapports entre ces deux régions?

Pour l'OFAJ, l'objectif est de fonder des liens durables permettant les échanges de jeunes entre la France, l'Allemagne et le Maghreb, de renforcer la société civile et de surmonter les défis par le biais de la coopération trilatérale. Grâce aux rencontres de jeunes, les organisations partenaires s'emploient à construire une société où prévalent la paix, la sécurité et la stabilité. Les jeunes participants se retrouvent quant à eux impliqués dans la vie politique et endossent une responsabilité aussi bien pour leur propre personne que pour leur environnement. Des ponts se créent.

Dans cet esprit, l'OFAJ compte bien poursuivre son engagement en faveur du dialogue euroméditerranéen et de l'apprentissage interculturel!

Béatrice Angrand
Secrétaire générale de l'OFAJ

Markus Ingenlath
Secrétaire général de l'OFAJ

// Les programmes trinationaux de l'OFAJ

Cinq pays, quatre jours, trois langues – la conférence « Nouvelles perspectives pour les échanges internationaux de jeunes – Stratégies communes de France, d'Allemagne, d'Algérie, du Maroc et de la Tunisie » s'est caractérisée par la diversité. Environ une cinquantaine de représentants et de représentantes d'organisations pour la jeunesse des cinq pays ont répondu favorablement à l'invitation de l'OFAJ afin d'échanger sur les programmes trilatéraux, de créer des réseaux dans l'espace euroméditerranéen et de se laisser inspirer par des orateurs de la sphère politique, de la société civile et du monde scientifique. Ainsi, la conférence qui s'est déroulée à Marseille a su renforcer les liens trilatéraux, développer les programmes déjà existants et lancer de nouveaux projets. Cette brochure en synthétise les propositions et les réflexions les plus importantes.

Dès 1976, l'Office franco-allemand pour la Jeunesse a commencé à soutenir les rencontres trinationales de jeunes issus des pays d'Europe centrale, d'Europe orientale et de l'Europe du Sud-Est ainsi que du pourtour méditerranéen. Depuis les années 90, une attention particulière est portée sur trois pays du Maghreb : l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. Pour établir des structures démocratiques dans un contexte de grandes transformations politiques et économiques, un engagement fort est nécessaire au niveau de la société civile. La jeunesse joue donc un rôle déterminant dans ce processus, puisqu'elle porte en elle les décideurs de demain qui auront un impact fort sur la société. Néanmoins, cette jeunesse est confrontée au chômage et à un manque de perspectives. Après le printemps arabe, ce facteur conduit à de nombreuses frustrations. En effet, les jeunes qui ont dans le passé réussi à faire bouger les choses, se sentent impuissant face à une nouvelle phase

de stagnation. La coopération dans le domaine trilatéral doit contribuer à ce que les jeunes des pays impliqués développent une connaissance réciproque et une compréhension de la culture de l'Autre au moyen du dialogue. Par le biais de rencontres de jeunes et de séminaires, l'OFAJ souhaite soutenir le processus de réconciliation et mettre en avant les compétences interculturelles de chacun.

Il ne s'agit en aucun cas d'exporter des modèles de société européens sans les interroger. Au contraire, l'OFAJ a, au cours des dernières décennies, fait de nombreuses expériences dans le domaine de l'apprentissage interculturel et interconfessionnel. Il entend donc mettre les compétences acquises à la disposition de groupes composés de jeunes français, allemands et maghrébins en leur offrant un espace dans lequel ils peuvent développer leurs propres visions des choses et réfléchir à leur mise en pratique. Les expériences franco-

allemandes servent ainsi d'inspiration pour le dialogue citoyen et contribuent par ailleurs à la construction de la paix, à la gestion des conflits et à la médiation.

Depuis 1991 environ 450 rencontres trinacionales réunissant plus de 6000 jeunes ont été organisées avec ces trois pays du Maghreb. Les projets présentés sont toujours très variés. Il s'agit de programmes d'éducation civique et citoyenne, de projets de qualification professionnelle ou de rencontres portant sur les possibilités de participation et sur la mobilité. Les intérêts et les besoins des jeunes participants étant pris en compte, l'échange thématique et informel entre personnes d'origines les plus diverses, a des effets positifs pour tous. Dans le cadre des cycles en trois phases qui se déroulent respectivement dans chaque pays, les jeunes français, allemands, algériens, marocains et tunisiens se retrouvent impliqués dans le dialogue euroméditerranéen et sont encouragés à agir de manière responsable et autonome.

Compte tenu des tendances à la radicalisation et à l'extrémisme observées actuellement, les jeunes tentent plus que jamais de comprendre des mentalités, des cultures et des façons de vivre. L'actuelle crise des réfugiés accroît cet intérêt pour ces questions. La participation de partenaires de pays tiers, en particulier de pays non membres de l'UE, permet à de jeunes français et allemands de découvrir le quotidien, les attentes et

les points de vue de jeunes citoyens qui portent un regard « extérieur » sur l'Europe et d'apprendre de ces nouvelles perspectives. A l'inverse, les jeunes des pays tiers reçoivent l'opportunité de mieux comprendre l'Allemagne, la France et l'Union européenne ainsi que leur politique étrangère et de poser les bases d'un dialogue durable. C'est ainsi que des normes et des valeurs passent au premier plan et prennent le rôle d'un trait d'union entre les continents.

Deux projets trilatéraux ont récemment montré la manière dont un tel dialogue peut fonctionner. Parmi les organisateurs partenaires de l'OFAJ étaient présents « Une Terre Culturelle » de Marseille, « Graine de Paix » et « Bel Horizon » d'Oran, le « Centre Français de Berlin » et le Lycée Didérot de Marseille. Au cours de l'échange « Mon histoire, ton histoire, quelle histoire ? », les jeunes de France, d'Allemagne et d'Algérie se sont penchés sur leur propre histoire familiale et sur les connexions entre les différentes histoires de leurs pays d'origine respectifs. Cet exercice leur a permis de développer un nouveau regard sur l'histoire, sur la mémoire et sur la réconciliation. Les jeunes ayant participé au projet « Yadra » ont quand à eux élaboré une pièce de théâtre sur une période de trois ans, qui portait sur le dialogue interculturel. Cette pièce a été jouée en France, en Allemagne et en Algérie. Ils ont ainsi à leur façon, mis en pratique la synergie trinationale euroméditerranéenne.

« L'usine à rêve euroméditerranéen » — Exposé de Slim Amamou

Slim Amamou, blogueur et entrepreneur tunisien a été arrêté en 2011 pour avoir organisé une manifestation contre la censure d'Internet et pour être suspecté d'appartenir collectif de hackers Anonymous. Trois jours après sa remise en liberté, il a été nommé Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports dans le gouvernement de transition tunésien. A peine quatre mois après son entrée en fonction, il a cependant démissionné à cause du retour de la censure d'Internet. Lors de la conférence à Marseille, Slim Amamou a apporté un éclairage sur la situation politique actuelle en Tunisie et évoqué le vide idéologique, la frustration des jeunes et les espoirs déçus.



« Beaucoup de jeunes Tunisiens sont à la recherche d'idéaux, tout en étant habités d'un profond sentiment d'impuissance et de désespoir. » C'est avec ces mots que Slim Amamou décrit l'opinion publique en Tunisie. Il en allait tout autrement en 2011 : à l'époque, c'était plutôt des jeunes gens qui entraient en contact via Internet et qui, grâce à la révolution en Tunisie, ont déclenché le Printemps arabe.

« Quand on est capable de communiquer et de s'organiser, on est prêt à diriger. C'est ce qu'on appelle une démocratie directe. Il s'agit d'une forme d'auto-détermination. »

D'après Slim Amamou, les victoires de la révolution n'ont pas duré bien longtemps. La censure sur Internet, par exemple, a vite été réintroduite, même si levée de nouveau ensuite. Aujourd'hui, il estime que les jeunes sont ignorés, et que beaucoup d'entre eux ont perdu espoir. « Les jeunes en Tunisie ne réagissent plus, bien qu'aucun problème n'ait été vraiment résolu après la révolution. » Les jeunes qui avaient alors, avec, lancé la révolution, beaucoup d'enthousiasme sont aujourd'hui désemparés. « Je parle ici de jeunes qui sont à la recherche d'une identité et d'un sens à la vie, mais qui ne trouvent pas la voie qui leur convient. Cela fait le jeu des idéologies, qu'elles soient d'extrême-droite ou islamistes. »

Pour Slim Amamou, le principal problème reste cependant le fait que les jeunes soient descendus dans la rue, poussés par une volonté individuelle de changer les choses et d'agir, et non portés par une conviction idéologique commune. Leur seul point commun était la résistance face aux restrictions imposées par le gouvernement



comme la censure sur Internet. Après la révolution, même ce lien commun aux jeunes semble avoir disparu, laissant place à la résignation et à la déception. Ce vide idéologique profite désormais aux extrémistes. Selon Slim Amamou, il est important de «montrer aux jeunes que, dans un contexte idéologique adéquat,

ils réussiraient tout autant. L'espace méditerranéen peut servir d'idéal, de lieu de réflexion afin de construire une alternative et de nourrir un espoir.»

Slim Amamou plaide pour une «usine à rêve méditerranéen» : il s'agirait pour lui de créer des idéaux vers lesquels les jeunes de l'espace méditerranéen pourraient s'orienter. Cela s'accompagnerait avant tout d'une «production culturelle» et d'une mise en relation de l'espace méditerranéen. Les technologies modernes joueraient un rôle décisif, comme ce fut le cas pendant la révolution. Elles rendraient possible la communication, l'instruction et l'accès instantané à la culture, et permettraient de faire l'expérience d'une identité méditerranéenne commune. Pour Slim Amadou, l'identité ne doit pas avoir un effet discriminant vis-à-vis d'autres identités, mais plutôt offrir aux jeunes des perspectives. «On doit combler le vide idéologique. Les extrémistes sont en mesure de le faire – nous aussi!»

Repenser l'espace méditerranéen : table ronde avec le groupe de chercheurs Transmed!

Le projet de recherche Transmed! a travaillé sur un nouveau récit en lien avec la poursuite du processus de construction européenne. Avec ses partenaires à Tunis, Naples, Istanbul, Athènes et Marseille, ce groupe plurinational composé de politologues et de sociologues, de philosophes et d'historiens, de philologues et d'historiens d'art a fait de la recherche fondamentale sur le processus d'unification européenne.¹ Ont été invités à la conférence, les chercheurs Franck Hofmann (études comparées, Centre Marc Bloch Berlin), Mohamed Kerrou (sociologie, Université de Tunis El-Manar), Nora Lafi (histoire du monde arabe, Zentrum Moderner Orient Berlin) et Markus Messling (philologie romane, Centre Marc Bloch Berlin), afin de s'entretenir avec le public des résultats de leurs travaux.

Quelles sont les relations entre l'Europe et l'espace méditerranéen ?

Mohammed Kerrou : Dans le projet «Transmed!», nous avons proposé des questions et des pistes de réflexion à partir de l'interrogation générale suivante : comment analyser et regarder l'Europe et comment donner un nouveau souffle à l'Europe, à partir du Sud? Nous avons émis l'hypothèse que l'Europe est en panne – à partir du Sud, également en panne.

L'Europe a échoué en tant que projet philosophique parce que l'Europe est née de cette idée de droits de l'Homme, du respect de la personne humaine, de la philosophie des Lumières, mais, dans la pratique, elle est en train de faire exactement le contraire de ce que sont ces principes. Et puis, l'Europe a échoué dans son projet d'unification culturelle même si elle a relativement réussi

l'intégration économique et financière. De l'autre côté, le monde arabe est dans l'impasse historique.

Il a été incapable de gérer la question de la modernité, sinon avec une violence meurtrière, des crises, des coups d'Etats, des changements brusques et risqués de régimes. A cela s'ajoute tout ce que nous vivons depuis la moitié du 19^e siècle : la colonisation et les indépendances, les Etats-nations qui ont souvent fait pire que les colonisations et puis le «Printemps arabe» qui a généré la liberté certes, mais aussi les guerres civiles et la violence.

Il faut se poser la question : pourquoi un jeune du Sud quitte son pays et part en Europe? Pourquoi un jeune qui a des plages, du soleil, une famille, une histoire millénaire... part vers l'Europe à la recherche d'autre chose? En réalité, les jeunes veulent des solutions

¹Pour aller plus loin sur ce thème: «Fluchtpunkt: Das Mittelmeer und die europäische Krise» (Berlin. Kultur-Verlag Kadmos 2017)

immédiates et c'est ce qu'ils demandent à la politique. Pourquoi est-ce que les jeunes rejoignent le djihadisme? Parce que ces réseaux trouvent des solutions pratiques et immédiates pour eux : ils leur donnent un salaire, un téléphone mobile, une femme ou plusieurs et surtout ils leur donnent ce que nous ne sommes plus capables de donner aux jeunes – ils leur donnent la chaleur de l'être-ensemble alors que nos familles sont en crise, les familles ne sont plus des familles. Elles s'entredéchirent de l'intérieur quand elles n'ont pas éclaté, pour un certain nombre de couples qui divorcent. Ces jeunes-là ont un véritable problème d'identité. L'identité, ce n'est pas seulement ce que je suis, mais aussi ce que les autres pensent que je suis. La question de l'identité est fondamentalement une question de perception. Bien évidemment, les rapports sociaux sont fondamentale-ment discriminatoires, notamment en situation de migration interne et internationale, et les jeunes scolarisés dans l'école républicaine et laïque souffrent particulièrement du hiatus entre les principes et les pratiques.

Tous ces problèmes donnent une autre dimension au dialogue entre les cultures. Dans les années 70, on a eu cette idée formidable d'un dialogue euro-arabe. Ce dialogue a réalisé des avancées, il a permis des rencontres et des liens magnifiques entre les citoyens des deux rives de la Méditerranée. Pourquoi le dialogue euro-arabe a-t-il échoué? L'idée de dialogue ne nous dit plus rien aujourd'hui parce qu'on n'a jamais dialogué sur le fond, on a parlé sans dialoguer. Le dialogue, c'est essayer de s'approcher de l'autre, même si on pense que l'autre est dans l'erreur, c'est essayer d'adopter son idée parce

que ça permet d'avancer, de voir autre chose et de tracer les perspectives pour les générations futures. C'est pour cette raison qu'un nouveau dialogue, différent de celui des années 1960-1970, est à l'ordre du jour. En même temps, il nous faut trouver des solutions immédiates pour ces jeunes qui veulent partir pour des raisons économiques, mais aussi parce qu'ils ne se sentent pas libres dans leur vie privée. Et la solution ne peut être trouvée, à mon avis, qu'avec l'Europe et, de son côté, l'Europe ne peut trouver des solutions qu'avec le Sud de la Méditerranée. Nous sommes ainsi invités à resserrer les liens et à inventer, ensemble, l'avenir.

Nora Lafi : A mon sens, les relations euro-méditerranéennes sont, de nos jours, profondément déterminées par la situation de guerre qui prévaut dans un certain nombre de pays de cet espace ou des espaces attenants. Dans cette situation de guerre, la responsabilité de l'Europe est prépondérante, car plusieurs de ses Etats sont engagés dans des opérations militaires aux conséquences désastreuses. L'Europe d'aujourd'hui en Méditerranée est une Europe qui bombarde et une Europe de la fermeture.

Il faut avoir à l'esprit que cette projection militaire et ce désir d'intervenir sur la situation politique de l'espace sud-



méditerranéen, moyen-oriental et africain a des implications à toutes les échelles, de la géopolitique méditerranéenne aux villes d'Europe dans lesquelles migrants et réfugiés affluent. Des milliers de personnes, et notamment des femmes et des enfants, meurent chaque année en Méditerranée en tentant de fuir des conditions dans la détermination desquelles l'Europe a une forte part de responsabilité. Il serait dangereux de ne pas lier explicitement ces sphères dans la discussion. Ainsi, la déstabilisation de la Libye et de la Syrie par l'Europe a eu et continue d'avoir des conséquences gravissimes à toutes ces échelles. Les plus terribles de ces conséquences sont bien sûr pour les habitants de ces pays eux-mêmes, avec une ville comme Alep, par exemple, qui est complètement détruite. La situation des villes libyennes est également tragique, avec le règne de milices violentes qui avaient été instrumentalisées par l'Europe et les Etats-Unis dans les phases précédentes du conflit. Au-delà de ces deux guerres issues de la volonté européenne et américaine de contester l'influence russe dans la région, la situation est inquiétante dans de nombreuses autres villes, au premier rang desquelles les villes de la Palestine occupée. Des générations entières ont maintenant grandi sans autre horizon que la guerre.

L'initiative de l'OFAJ, réunissant historiens, sociologues, philosophes, éducateurs et pédagogues a donc, à mon sens, un rôle extrêmement important et urgent à jouer, en montrant l'exemple de la construction d'un dialogue fondé sur des valeurs d'humanisme et de paix, mais qui ose affronter les questions principales. Il faut

donner la chance à ces enfants et futurs adolescents de grandir dans un monde en paix. En tant qu'historienne, outre mon engagement civique dans les débats contemporains, je m'attache à étudier comment dans les villes de Méditerranée existaient avant les incursions européennes de l'ère de la colonisation des modes de vivre-ensemble. La diversité religieuse, communautaire, de genre et dans le monde du travail était acceptée et régulée. Une attention pour ces systèmes anciens, leurs mérites et leurs limites permet de penser différemment les enjeux contemporains.

Ma réflexion sur la Méditerranée, c'est aussi une réflexion sur l'impossibilité actuelle de la circulation, en rupture à la fois avec le temps long de l'histoire et avec les idéaux prétendument promus par l'Europe. L'Europe aujourd'hui est à l'opposé des légitimes espoirs de la jeunesse d'avoir le droit au voyage, à l'apprentissage et à l'échange.

Donc, l'OFAJ me semble être un très bon outil pour penser la mobilité et la circulation qui a toujours existé et qui est en panne. Il faut aussi avoir le courage de sortir des cadres coloniaux de pensée d'autant plus, que de nos jours, l'Europe agit en Méditerranée d'une manière souvent néo-coloniale.

Il faut saisir toutes les occasions de réfléchir sur ces dimensions et il est admirable dans ces rencontres de l'OFAJ de voir interagir toutes ces merveilleuses initiatives visant à construire le dialogue, la communication et le vivre-ensemble. Donc, il ne faut plus laisser parler les armes, il faut laisser parler l'éducation, l'envie de partager et de vivre ensemble.

Quels sont, d'après les conclusions du groupe de chercheurs, les défis actuels pour le travail international de jeunesse ?

Franck Hofmann : Les problèmes que l'on peut observer au Sud de la Méditerranée sont progressivement arrivés dans le Nord. Ce que nous avons remarqué est l'absence de l'espace public qui, par contre, génère des phénomènes de violence dans les villes. De nos entretiens et de nos recherches ressort le diagnostic de l'absence de perspectives et du manque de reconnaissance que l'on retrouve dans de larges couches et groupes de la population, pas seulement dans le Sud, mais aussi dans le Nord. Sur la base de ce diagnostic et sous le coup de la première grande catastrophe vécue par les réfugiés à Lampedusa, nous avons élaboré plusieurs propositions ; l'une d'entre elles a consisté en la création d'un Office européen-arabe pour la Jeunesse sur le modèle de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse² qui a tellement bien rempli sa mission de paix, et ce, afin de donner un cadre et une stabilité aux projets, d'ériger une structure entre les pays, mais aussi d'agir et d'aider au niveau local urbain.

Quelle en est la dimension pédagogique ?

Markus Messling : La dimension pédagogique se situe à des niveaux très différents, ce qu'illustrent déjà clairement les multiples voix qui s'expriment. L'on ne parle plus les uns des autres, l'on articule certaines positions. Le fait de s'asseoir et de discuter réellement avec toutes les personnes concernées par un problème est la science du futur et je crois qu'y réside là une force incroyable, par exemple la force de vivre une expérience de l'universalité qui n'est plus l'universalité européenne. Il ne s'agit plus de dire que tout le monde

doit reconnaître ce que les Européens ont déjà bien résumé sur un mode hégélien, mais de discuter en partant de différents points de vue et expériences. Et c'est là que transparaît l'effort de saisir quelque chose d'universel. Dans ce sens, Transmed est une expérience symbolisant la façon dont la science doit être structurée car les analyses sociétales des pays du Sud sont aussi pertinentes pour l'Europe. Il s'agit donc de reconnaître une autre réalité que celle perçue jusque là, de parler de problèmes réels et de recommencer enfin à penser en termes utopiques et d'élaborer des visions de la société. Je crois qu'il est très important d'enrayer cette dépression qui en ce moment maintient fermement l'Europe sous sa coupe – il devrait y avoir quelque chose comme un New Deal pour la jeunesse afin de créer des perspectives. Le fait de ne pas seulement en discuter avec des citoyennes et des citoyens de l'UE transformera fondamentalement la compréhension de certains problèmes.

Nora Lafi : De nos jours, c'est un discours violent qui s'est développé en Europe contre l'islam, contre le Sud, contre la pauvreté. Il faut absolument agir au niveau des enfants et de la pédagogie avec une image beaucoup plus réaliste de ce que sont les gens du Sud, des gens qui vivent ou croient différemment, mais qui n'incarnent pas nécessairement les clichés développés à leur égard et promus en Europe. Il faut enseigner la diversité et les langues de la diversité. C'est vraiment urgent parce qu'on crée trop souvent des barrières, des murs dans les têtes. Notre mission, que ce soit en tant qu'individu ou à titre professionnel, est de faire tomber ces murs. Il faut aussi réfléchir à l'identité de cette Europe

²Note de la rédaction : de premières initiatives vont déjà dans ce sens, comme par exemple la Fondation Anna Lindh.



qui se construit contre un Autre dans la définition duquel elle porte de manière assez ironique une grande responsabilité. Ce sont l'Europe et l'Amérique qui, pendant des décennies, se sont appuyées sur une vision ultra-conservatrice de l'islam dans leurs manœuvres géopolitiques et qui, sous ce prétexte, rejettent l'islam lui-même. La réflexion pédagogique



ne doit pas porter uniquement sur ce qu'est l'Autre, mais aussi sur l'identité d'une Europe trop souvent construite et pensée de manière agressive et clivante. Nous pourrions nous inspirer des enfants : dans leur spontanéité, toutes ces instrumentalizations n'existent pas. Repartons de là.



Dépasser les frontières, œuvrer ensemble dans l'espace euroméditerranéen : impacts, défis et succès des échanges internationaux de jeunes

**Quel est l'impact des échanges trilatéraux de jeunes sur la société civile?
Comment peut-on faire avancer les processus de démocratisation?**

Quels défis les organisations doivent-elles affronter ?

Au cours de la conférence, des réponses à ces questions ont été apportées, aussi bien du point de vue des professionnels des échanges internationaux de jeunes que par Miriam Wolters, représentant l'IJAB (*Fachstelle für Internationale Jugendarbeit der Bundesrepublik Deutschland e.V. – Service international pour la jeunesse de la République fédérale d'Allemagne*).



Il existe désormais de nombreux projets d'échanges de jeunes entre les trois pays du Maghreb représentés et la France et l'Allemagne. Ceci n'est pas un hasard : les projets sont conçus de telle sorte qu'ils ne permettent pas seulement aux jeunes d'acquérir des expériences par-delà les frontières de leurs pays, mais leur donnent aussi un espace pour leurs propres débats et décisions. La participation est la clé qui doit ouvrir aux jeunes de nouvelles portes dans la société. L'énergie et les idées qu'ils amènent

peuvent contribuer à renforcer la société civile dans leurs pays d'origine, mais assez souvent, ils ne sont pas entendus. Les échanges trilatéraux de jeunes sont un moyen de contrer ce problème, à condition que les organisateurs acceptent également une réflexion critique sur des concepts habituels et que cette réflexion sur la perception de soi soit transmise comme un élément d'analyse enrichissant. Il s'est ainsi révélé utile, dans la pratique, d'impliquer les jeunes et les acteurs locaux dans la planification d'un projet et de les considérer comme des partenaires actifs et non passifs.

Une telle démarche participative nécessite, bien sûr, une certaine base pédagogique. Le dialogue entre des jeunes peut être lancé et continuer à se déployer dans les phases informelles de l'échange, par le biais de la médiation interculturelle, de la résolution constructive de conflits et des activités permettant de défaire les

peurs de l'inconnu. Il est opportun que les participants (écoliers, volontaires, apprentis, étudiants) soient logés ensemble pour la durée de l'échange. En effet, les expériences passés ont montré que les projets trilatéraux ne font qu'installer un cadre propre à éveiller la conscience euroméditerranéenne : les programmes d'échanges fonctionnent comme une boîte à outils de laquelle les jeunes peuvent tirer des méthodes, des faits, des conclusions et des expériences pour les transposer ensuite dans leur société et promouvoir ainsi les processus de démocratisation.

Malgré tout, certains problèmes qui entravent à la bonne organisation de ces rencontres demeurent. Un sujet de préoccupation récurrent reste le visa. Il arrive encore et toujours qu'un projet soit planifié et organisé mais que les visas ne soient finalement pas accordés aux participants. Cela est d'autant frustrant que, souvent, des questions financières épineuses ont dû être réglées en amont de l'échange. Tandis qu'en Allemagne et en France, les projets de rencontres de jeunes bénéficient d'un grand soutien, la situation est toute autre pour les pays tiers. Aussi, les organisations partenaires considèrent comme nécessaire une transparence totale en matière financière afin les besoins et le budget soient clairs dès le départ.

Ceci mis à part, de nombreux représentants de différentes organisations souhaitent une meilleure mise en réseau. Si cette dernière doit s'opérer par le biais d'une plateforme sur Internet et/ou d'un interlocuteur, le processus reste néanmoins ouvert et dépend de plusieurs facteurs.

Le thème de la mise en réseau, aussi bien chez les participants que chez les organisateurs du domaine des échanges, est porteur d'avenir. Grâce à Internet et aux réseaux sociaux, les participants peuvent non seulement rester en contact après la rencontre, mais également commencer à développer ensemble des projets, jusqu'à parfois créer leurs propres structures.

En fin de compte, il est clair que les programmes d'échanges euroméditerranéens ne devraient pas être conçus uniquement pour, mais aussi avec les jeunes. C'est seulement ainsi qu'ils contribueront de manière durable au renforcement de la démocratie. La construction d'un bon réseau qui rassemble tous les acteurs concernés tend à donner un nouvel élan aux projets.

Les thèmes d'actualité dans l'espace méditerranéen

Des sujets très variés occupent le quotidien des jeunes dans l'espace méditerranéen : à la recherche d'une place dans la société, ils doivent faire face aux défis qui présentent sur le marché de l'emploi, ils participent activement aux débats de société, s'intéressent aux différents courants politiques, caressent leurs rêves personnels et façonnent ainsi leur propre identité. Dans les rencontres interculturelles, les thématiques amenées par les jeunes sont abordées et intégrées à l'échange. Afin de réussir à mieux cerner le contexte socioculturel des jeunes, les participants à la conférence se sont penchés lors d'ateliers aux thèmes de l'extrémisme et de la radicalisation, de la migration, de l'éducation formelle et non-formelle, du genre, de l'environnement et de la durabilité ainsi que de la coopération entre la société civile et les entreprises.



Extrémisme et Radicalisation :

Il est particulièrement important chercher à comprendre les phénomènes de radicalisation qui peuvent mener à la violence dans un cadre politique. On peut articuler une analyse autour du triple délitement des gouvernances démocratiques, économiques et sociales qui font qu'un nombre croissant de personnes se sentent exclues et ne trouvent pas leur place dans la société. Aujourd'hui, la religion peut être une grammaire de radicalisation particulièrement efficace. Dès lors qu'un jeune est en contact avec un courant extrémiste, la radicalisation

peut se faire très rapidement. En tant qu'organisation pour la jeunesse, nous nous demandons forcément comment réagir face à ces situations difficiles. Les discussions favorisant la remise en question, durant lesquelles on renonce à une terminologie religieuse pour se focaliser sur une terminologie et un imaginaire politique contemporain (Le Che, Malcolm X comme figures de radicalité commune) et où l'on cherche à développer l'estime de soi et de sa propre culture, sont propres à ce genre de situations. La radicalisation étant souvent la conséquence d'une restriction des opportunités de participation politique, il convient avant tout de ne pas interrompre l'échange avec les jeunes, mais plutôt de thématiser des valeurs et des normes, dans leur langue maternelle si possible, en leur permettant de réorienter de manière positive et constructive leur envie de changements au sein de la société.

Il s'est en outre révélé utile, dans la pratique, de mettre les jeunes en relation avec d'autres structures et d'observer avec une attention particulière – et ce, le plus tôt possible – si des tendances extrémistes se manifestent, que ce soit dans des situations réelles ou bien que dans des jeux ou des pièces de théâtre. De fait il ne suffit pas de vouloir solutionner le problème de façon isolée. Afin de redéfinir des valeurs avec les jeunes radicalisés ou en voie de radicalisation, il convient d'impliquer une pluralité d'acteurs œuvrant dans le secteur social. La sensibilisation aux questions politiques et citoyennes ainsi que la connaissance d'autres cultures, pour encourager la tolérance et d'aboutir à une reconnaissance et un respect des cultures constituent un bon moyen de prévention.



Genre :

La question du genre ouvre de multiples débats de société, aussi bien sur l'égalité femmes-hommes que sur la place de l'individu à l'intérieur d'un groupe. Il en ressort un certain nombre de questions qui intéressent tant les jeunes adultes que les organisateurs d'échanges : qui est femme, qui est homme, qui ne se voit ni comme l'un, ni comme l'autre ? Qui a déjà été traité différemment en raison de son sexe ? Qui a été traité en majorité positivement, en majorité négativement ou un peu des deux en raison de son sexe ? Qui a déjà souhaité, à un moment donné, être de l'autre sexe ? Ces questions

appellent à un positionnement et permettent l'expression de témoignages relatifs à des situations de discrimination. Un échange sur ce sujet complexe ainsi qu'une démarche pédagogique précise sont particulièrement pertinents afin de répondre aux besoins des participants. La réalisation d'un collage à partir d'articles et de photos de magazines vendus dans les pays représentés a montré l'influence déterminante des médias en matière de conception et de perception des rôles. Le débat sur ce thème doit se poursuivre et faire à l'avenir, l'objet de rencontres interculturelles de jeunes et d'un traitement méthodologique similaire à l'atelier.

Migration :

La Méditerranée est devenue le symbole des mouvements migratoires. Chaque année, des milliers de personnes prennent des risques en passant par la mer, dans l'espoir de pouvoir commencer une vie meilleure de l'autre côté de la rive. Les raisons de fuir sont diverses : les guerres, les persécutions politiques ou religieuses, la détresse humanitaire, économique ou encore les catastrophes climatiques. Lorsqu'on est reconnu comme réfugié en France ou en Allemagne, on a droit à l'aide sociale. Mais cette nouvelle résidence est-elle réellement un lieu de refuge ? Cette question se pose de façon récurrente dans les échanges et les rencontres de jeunes qui ont dû fuir leur pays. Migrer signifie débiter une nouvelle vie, apprendre à évoluer dans une culture et communiquer dans une langue qui nous est étrangère, probablement dépendre du soutien des autres pendant un certain temps, vivre dans la peur et l'incertitude et essayer, malgré tout, de

garder du courage. La migration, qu'elle soit volontaire (pour un motif lié au travail ou aux études) ou non entraîne malgré tout aussi des effets positifs : l'échange, la confrontation et le vivre-ensemble des cultures dans un pays ainsi que la découverte et l'intérêt des autres, tout ceci mène à une expérience où l'inconnu



peut devenir familier. La multiculturalité est ainsi, depuis longtemps déjà, un sujet important pour les pays méditerranéens. Dans les échanges et rencontres de jeunes, différentes perspectives sur la fuite et la migration se côtoient, débouchant sur un apprentissage interculturel.

Éducation formelle et non-formelle :

L'éducation peut prendre plusieurs chemins : un chemin formel à l'école ou non-formel dans les activités de loisirs et les formations extrascolaires. Mais comment les structures de l'éducation formelle, non-formelle et informelle coopèrent-elles en France, en Allemagne, en Algérie, au Maroc et en Tunisie ? En Allemagne, il existe des écoles, des universités, des centres de formation et des structures éducatives privées ou associatives qui souvent, en fonction des opportunités, participent aux programmes d'échanges. En France, l'éducation non-formelle se passe aussi à l'école, surtout depuis la réforme des rythmes scolaires. Les enseignantes et enseignants doivent trouver un arrangement avec les éducatrices et éducateurs, ce qui

s'avère parfois être une tâche difficile. Le secteur éducatif non-formel est, au Maroc par exemple, un champ d'action relativement récent. L'éducation non-formelle a principalement lieu dans les domaines de l'art et de l'environnement. De plus, les contraintes budgétaires sont omniprésentes : peu de soutien financier est mis en place et il n'existe aucune coordination entre les différents programmes. L'éducation se déroule plutôt dans les écoles, les universités et les instituts spécialisés. Certaines difficultés persistent au niveau des possibilités de qualification professionnelle chez les jeunes. En Tunisie, le constat est similaire : il manque encore une stratégie pour l'éducation non-formelle et le volontariat. Si l'éducation formelle est reconnue dès le plus jeune âge, elle est en général dépourvue d'une composante internationale. Cette situation est à prendre en compte dans les différents projets d'échange trilatéraux. Ceux-ci relèvent en général de l'éducation non-formelle mais peuvent s'affilier indirectement au secteur éducatif formel grâce à leur mode de travail interdisciplinaire et, ainsi, délester le corps enseignant.

La coopération entre la société civile et les entreprises :

Comment réussir son entrée dans la vie professionnelle ? Cette question est, aujourd'hui plus que jamais, cruciale dans la société civile. Le chômage des jeunes peut en effet, conduire rapidement à la frustration, entraînant ainsi d'importants problèmes de cohésion sociale. En Allemagne, le chômage chez les jeunes est relativement bas, puisqu'il tourne autour de 7,2%. En France, il atteint 23,7%³.

³Source : DARES, statistisches Bundesamt, Arbeitsagentur 2016

En Algérie, en Tunisie et au Maroc, entre 21 et 32% des jeunes sont au chômage⁴. Face à cette situation, les organisations non gouvernementales tentent de proposer des qualifications correspondant au marché de l'emploi : elles apportent par exemple un soutien au niveau des candidatures, mettent en place des formations qui permettent d'acquérir certaines compétences et organisent des forums où demandeurs d'emploi et représentants d'entreprises peuvent se rencontrer. Elles établissent en outre des partenariats avec des entreprises et des employeurs potentiels. Elles peuvent aussi soutenir des start-ups et aider à la transformation d'un projet à court terme en un concept commercial. Les organisations non gouvernementales ont les connaissances et le savoir-faire pour réduire le chômage chez les jeunes et pour combiner l'idéalisme de la jeunesse avec les propositions pragmatiques issues du monde du travail. Le projet CORP en est un bon exemple. Il s'agit d'un centre d'orientation professionnelle et de réinsertion, administré par la chambre germano-tunisienne du commerce et la *Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit*. Le CORP endosse une fonction intermédiaire et aide les jeunes à trouver du travail et à se préparer aux défis de la vie professionnelle. Ceux-ci restent en même temps en contact avec les entreprises dans lesquelles il a placé les jeunes et peut servir d'interlocuteur pour les deux parties en cas de difficulté.

Environnement et durabilité :

Les trois piliers principaux de la durabilité sont l'écologie, l'économie et la sphère



sociale. Ils sont surtout visibles dans la conscience environnementale globale, l'éducation au développement durable et l'engagement citoyen. Agir de manière durable sous-entend que les générations futures pourront profiter des efforts qui ont été faits. Cela implique par exemple la gestion modérée des ressources, la mise en place de structures pérennes, une concertation citoyenne ainsi que l'information au sujet des activités réalisées. Les actrices et acteurs de la société civile ont pour mission de transmettre le sens des responsabilités et le respect envers la diversité des écosystèmes en faisant preuve d'une attitude. La responsabilité intergénérationnelle, mais aussi intragénérationnelle est ainsi l'élément-clé de la durabilité. De nombreuses organisations pour la jeunesse travaillent déjà dans cette direction et ont élaboré et mis en place une multitude d'actions afin de traiter le thème de l'environnement et du développement durable de manière adaptée aux jeunes. A titre d'exemples, on peut citer des jeux de simulation, des chantiers, des expérimentations ou encore des débats. La sensibilisation à la durabilité, dans sa mise en pratique, ne s'arrête pas au domaine interculturel au niveau de son efficacité : l'apprentissage tout au long de la vie conduit également à un échange intergénérationnel.

⁴Source : INS, HCP, ONS 2016

Perspectives : quelle direction pour les partenariats transméditerranéens? Objectifs, souhaits et projections.

En tenant compte de tous ses partenaires, l'Office franco-allemand pour la Jeunesse a le regard tourné vers le futur : quels thèmes joueront un rôle dans les années à venir? Quelles seront les méthodes utilisées? Comment les difficultés éventuelles pourront-elles être surmontées? Durant la conférence, certaines de ces questions ont déjà pu trouver une réponse : « Ensemble pour l'Euroméditerranée! », telle était la devise. Les participants ont affirmé à l'unanimité qu'une mise en réseau renforcée indiquerait la direction à prendre pour les futurs échanges de jeunes- indépendamment des sujets abordés. Les idées suivantes sont ressorties des thématiques insufflées et elles pourraient faire l'objet d'actions communes : la prévention de l'extrémisme, le développement durable, la mobilité, la société civile et la mise en réseau.



La **prévention de l'extrémisme** sera un sujet central dans les années à venir. Les participants ont souligné l'importance de disposer en premier lieu d'une sorte de catalogue de méthodes permettant de détecter l'émergence d'une radicalisation et de prévenir les tendances correspondantes chez les jeunes. Ici, il convient aussi de porter une grande attention à leur environnement direct. Le développement

d'une vision euroméditerranéenne devrait, en outre, aider à donner un sens à la vie, contre des groupuscules extrémistes. Cela rend indispensables des connaissances approfondies sur les « autres ». La découverte interculturelle et internationale réciproque à laquelle l'OFAJ aspire depuis des décennies se révèle une fois de plus déterminante pour promouvoir des rapports empreints

de tolérance. Il s'agit non seulement du respect de la culture étrangère, mais aussi de la valorisation et de la compréhension de sa propre culture. La priorité absolue est d'éviter les stigmatisations de toutes sortes afin que la cohabitation dans une société transculturelle puisse vraiment fonctionner et ce de façon durable.

Le thème de la **durabilité** aura également une place importante dans l'agenda des projets. Ce thème touche les domaines de l'environnement, de la société civile et de l'économie dans lesquels certaines composantes peuvent être pérennisées : les possibilités de participation, l'égalité des droits et le travail de lobbying relient par exemple de la société civile. Une gestion durable des ressources naturelles ainsi qu'une conscience renforcée des dispositifs de la vie quotidienne respectueux de la nature concernent eux l'environnement. Dans le secteur économique, la durabilité pourrait par exemple s'appliquer au niveau des start-ups. Même s'il est impossible de thématiser tous ces aspects dans les rencontres de jeunes, on peut cependant veiller à agir de manière écologique et durable et à utiliser un matériel qui préserve l'environnement dans les échanges et les chantiers. Il est aussi important de montrer comment des initiatives portées par des jeunes dans l'espace euroméditerranéen pourraient connaître un succès constant. La durabilité peut alors se concevoir comme un outil.

La **mobilité** des jeunes s'est de même révélée être un facteur primordial dans les programmes trinationaux. Donner la possibilité à des jeunes, en particulier à ceux dépourvus de moyens financiers, de voyager dans d'autres pays ne contribue

pas seulement à l'amitié entre les peuples. Ceci est également important sur le marché de l'emploi : grâce à l'échange, les jeunes en formation professionnelle et les étudiants acquièrent des expériences qui auront un impact positif lors de leur recherche d'emploi et qui leur ouvriront de nouvelles perspectives.

Dans la mesure où la mobilité fonctionne beaucoup mieux du nord vers le sud qu'inversement, les participants ont à cœur de faire bouger les choses ensemble afin d'obtenir une multitude d'effets positifs : il deviendrait alors possible pour un grand nombre de jeunes de profiter de tous les aspects enrichissants d'un échange trinationnel sur un pied d'égalité et de les transposer aussi bien dans leur quotidien que dans leur engagement citoyen.



À long terme, le renforcement de la **société civile** est appelé à ne plus être uniquement le résultat, mais aussi le moteur des idées citées ci-dessus (la prévention de l'extrémisme, la durabilité et la mobilité). D'une part, la motivation à changer les choses dans sa propre société en matière de démocratie et de droits humains empêche le basculement vers des mouvances fondamentalistes. D'autre part, les possibilités de participation citoyenne préservent durablement du sentiment de frustration et créent une conscience et un sens des responsabilités envers son

entourage direct, ainsi que l'environnement social, économique et écologique dans lequel évolueront les générations futures. Les voyages thématiques organisés dans le cadre de projets et la rencontre avec de jeunes d'autres pays nourrissent ce sentiment de responsabilité. Ils conduisent sans aucun doute les jeunes du pourtour méditerranéen à se considérer comme des citoyennes et citoyens du monde et à prendre des décisions en tenant compte de leur responsabilité dans la société et de leurs réseaux méditerranéens.

Afin de promouvoir cette **mise en réseau**, les participants se sont prononcés en faveur de la création d'une plateforme avec des composantes politiques, pédagogiques et techniques. Le terme de plateforme est à comprendre ici au sens large ; il s'agit ici aussi bien de plateformes locales qu'internationales et leurs configurations peuvent varier, d'une communication via Internet à une communication via des interlocuteurs présents dans les différents pays qui proposent ce genre de rencontres. Le plus important reste l'usage que souhaitent faire les organisations de telles plateformes : celles-ci pourraient, d'un côté, rendre visibles pour un grand nombre de personnes les différents projets et serviraient ainsi d'inspiration. D'un autre côté, elles permettraient un échange plus

rapide entre les responsables et un soutien en termes d'expertise et d'exemples de bonnes pratiques. Un tel réseau social pourrait en outre servir à transmettre les offres aux groupes-cibles et à se mobiliser ensemble dans des domaines spécifiques.

Ainsi les champs thématiques exposés (prévention, durabilité, mobilité, société civile et mise en réseau) doivent servir un but : contribuer activement à la **paix** entre les pays, les peuples et les cultures. L'action en faveur de la paix, la gestion des conflits et les formations à la médiation réduisent le risque de voir des jeunes se laisser détourner par des groupes fondamentalistes ; ils concourent durablement à une coexistence pacifique. Plus il y a de partenaires qui participent à l'éducation à la paix dans le secteur de la jeunesse et de l'enfance, plus la société civile s'en trouve renforcée et la démocratisation est rendue possible. C'est pourquoi la coopération entre toutes les actrices et acteurs euroméditerranéens en matière d'échanges de jeunes sera placée au centre des programmes trilatéraux avec les pays du Maghreb. L'OFAJ a pour objectif prioritaire de renforcer les échanges et les rencontres entre les jeunes afin d'accompagner ou de faire perdurer la paix, la démocratie et l'engagement citoyen.

Annexes

Liste des participants

Algérie

Association Bel horizon
Oran

Association Educative et Culturelle Arc en Ciel
W-Naama

Association Graine de Paix d'Oran
Oran

Association pour la protection de la nature
Béjaïa

Association Vision jeunes
Alger

A.T.L.E.D
Béchar

SDH Association Santé Sidi el Hourai
Oran

Allemagne

Bapop e.V.
Berlin

Bezirksjugendwerk der AWO Hannover e.V.
Hanovre

CFB-Centre français de Berlin
Berlin

CIFE- Centre international de formation européenne
Berlin

Dock europe e.V.
Hambourg

Europäische Akademie
Otzenhausen

Otzenhausen IKAB-Bildungswerk e.V.
Bonn

KINDERLAND-Sachsen e.V.
Dresde

Tjfbg GmbH
Berlin

France

ARML-IDF
Paris

Association Entr'Aide
Paris

Cefir
Dunkerque

CEMEA
Paris

CPCV
Paris

DRDJSCS PACA
Relations Européennes et Internationales de Jeunesse
Marseille

ESPOIR 18
Paris

Fédération nationale des Francas
Paris

Fondation INFA
Gradignan

Gwennili
Quimper

Mission locale des Bords de Marne
Le Perreux sur Marne

Pistes Solidaires Méditerranée
Marseille

Roudel
Ladern sur Lauquet

Union Peuple et Culture
Paris

Maroc

ESVT Maroc

Tanger

AMP-Maroc

Kénitra

Association Marocaine des Gestionnaires Culturels et Sportifs (GECUP)

Tétouan

Association marocaine des Petits Débrouillards

Rabat

Association Tingis, Arts & Cultures méditerranéens

Tanger

Espace de Développement Social

Kentira

Zitoun Association- Province de Mejjat Chichaoua

Marrakech

Tunisie

Association de l'amitié tuniso-allemande

Nabeul

Association des animateurs de Bir El Bey

La Marsa

Association de volontariat, échange culturel et action des jeunes

Béni Khair

Association horizon pour le développement et la citoyenneté

Nabeul

ATAAM

Carthage bursal

Club culturel Ali Belhouane

Tunis

Commissariat régional de la Jeunesse Mahdia

Tunis

Maison des jeunes Cité Ibn Khaldoun

Tunis

Ministère de la jeunesse et du sport – Tunisie

Tunis



Notices biographiques des intervenants

Slim AMAMOU

Tunis



Slim AMAMOU est informaticien, entrepreneur et blogueur. Il a fondé l'agence web AlphaStudios en 1999 et le cabinet de consulting en services web pour l'entreprise ALIXSYS en 2008. Ses écrits traitent des modalités et des mécanismes liés à l'émergence d'une nouvelle société globale de l'Internet. Il est aussi fondateur du Parti Pirate en Tunisie et militant contre la notion de propriété intellectuelle, la censure et pour la neutralité d'Internet. Arrêté en 2010 pour avoir organisé une manifestation contre la censure d'Internet, puis en 2011 pour son appartenance présumée au collectif de hackers Anonymous, il a été nommé Secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports dans le gouvernement de transition trois jours après sa sortie de prison. Il démissionnera quatre mois plus tard suite au retour de la censure sur Internet.

Franck HOFMANN

Centre Marc Bloch/Humboldt Universität Berlin



Franck HOFMANN est auteur et chercheur au Centre Marc Bloch. Il a obtenu son doctorat en littérature générale et comparée à la Freie Universität de Berlin en 2001.

Jusqu'en 2006, il a été lecteur du DAAD en littérature allemande à l'Université Charles de Gaulle à Lille et a ensuite travaillé en tant que collaborateur scientifique au DFG-Sonderforschungsbereich 626 «*Ästhetische Erfahrung im Zeichen der Entgrenzung der Künste*» («*L'expérience esthétique sous le signe du décloisonnement des arts*») à la Freie Universität de Berlin. Depuis 2011, il est le porte-parole (avec Markus Messling) du projet OFAJ international de recherche «*Transmed! Pensée méditerranéenne et conscience européenne*» en coopération avec le Collège International de Philosophie, Paris.

À l'origine de la publication annuelle franco-allemande *Transversale* (FU Berlin / Université Paris 3), il a été aussi membre du Centre International d'Art et du paysage de l'Île de Vassivière en 2012. Son dernier livre s'intitule «*Aus dem letzten Zimmer. Eine Ästhetik des Abschieds*» («*De la dernière chambre. Une esthétique de l'adieu*») (Berlin 2016).

Markus MESSLING

Centre Marc Bloch/Humboldt Universität Berlin



Markus MESSLING est directeur adjoint du Centre Marc Bloch depuis juin 2015. Il a obtenu son doctorat en philologie romane à la Freie Universität Berlin (2007) et son habilitation à la faculté de philosophie de l'Université de Potsdam en 2015 (*Venia legendi* pour philologie romane et littérature générale et comparée). Il a été directeur des projets science et recherche à la fondation de l'hebdomadaire *DIE ZEIT* à Hambourg (2007/2008), puis post-doctorant du DAAD et de la Fondation Maison des Sciences de l'Homme à l'EHESS (2008/2009). Entre 2009 et 2014, il a été directeur du groupe de recherche «*Philologie et racisme au XIX^e siècle*» financé par la Fondation allemande pour la recherche (DFG) et rattaché à l'Université de Potsdam. Pour ses travaux, il a reçu le Prix Tiburtius des Universités de Berlin ainsi que le Prix postdoctoral dans la catégorie sciences humaines du Ministère de la recherche du Land de Brandebourg.

Depuis 2011, il est le porte-parole (avec Frank Hofmann) du projet international de recherche soutenu par l'OFAJ «*Transmed! Pensée méditerranéenne et conscience européenne*» mené en coopération avec le Collège International de Philosophie, Paris.

Markus Messling est membre du Collège de *Zukunftsphilologie* (Philologie du futur) (Forum Transregionale Studien / Freie Universität Berlin), co-éditeur de la revue *Philological Encounters* (Leiden, Boston : Brill) et rédacteur de la revue *Zeitschrift für Ideengeschichte* (*Revue de l'histoire des idées*) (C.H. Beck). Il a été chercheur associé à la School of Advanced Study de l'université de Londres (2014) et au Wolfson College de l'université de Cambridge (2014) ainsi que professeur invité à l'EHESS (2011, 2015) et à l'université de Kobe au Japon (2016).

Mohamed KERROU

Université de Tunis El-Manar/
Université d'Aix-en-Provence



Mohamed KERROU est professeur de sciences politiques à la Faculté de droit et des sciences politiques de Tunis, Université El-Manar de Tunis. Après avoir étudié à la Faculté des Lettres et Sciences de Tunis, puis à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris où il a obtenu un DEA en Histoire et Civilisations, il a obtenu un doctorat de sciences politiques à l'Université de Toulouse.

Il a publié de nombreux livres et articles scientifiques de même qu'il a dirigé de nombreuses enquêtes de terrain commandées par différents organismes tunisiens, régionaux et internationaux.

Mohamed Kerrou est spécialiste des transformations qui traversent les sociétés du Maghreb depuis les « printemps arabes ». Ses recherches se concentrent aujourd'hui sur les politiques publiques et sur l'influence grandissante de nouveaux acteurs, religieux ou issus de la société civile, dans les nouvelles formes d'action politique et d'organisation sociale.

Parmi ses principales publications :

- *Habib Bourguiba, Mon Histoire. Ma vie, mes idées, mon combat. Introduction de M. Kerrou*, Tunis, Editions Apollonia, 2016, 350 p.
- *Habib Bourguiba Jr. Notre Histoire. Entretiens avec M. Kerrou*, Tunis, Cérès Editions, 2013, 382p.
- *Hijâb. Nouveaux voiles et espaces publics*, Tunis, Editions Cérès, 2010, 202 p.

Nora LAFI

Zentrum Moderner Orient Berlin



Nora LAFI est une historienne (Doctorat, HDR) française d'origine algérienne. Elle est spécialiste de l'histoire de l'Empire ottoman et particulièrement des villes du monde arabe (Maghreb et Moyen-Orient) pendant la période ottomane.

Elle est actuellement chercheuse au *Zentrum Moderner Orient* (ZMO) de Berlin et enseignante à la *Freie Universität* de cette même ville (*Berlin Graduate School Muslim Cultures and Societies*). Elle a auparavant enseigné l'histoire dans les universités d'Aix-en-Provence et de Tours. Elle a également été allocataire de recherche à l'IRMC Tunis et au CNRS (UMR Telemme) et pensionnaire du programme consacré à l'Islam et à la modernité au *Wissenschaftskolleg* de

Berlin (EUME). Elle a été, durant son parcours d'études doctorales (1994-1999), l'élève du professeur Robert Ilbert, spécialiste français des questions urbaines en Méditerranée orientale et fondateur de la MMSH (Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme) ainsi que de l'IMERA, l'Institut méditerranéen de recherches avancées.

Nora Lafi a combiné une formation d'historienne (Université Aix-Marseille I) à une formation de linguiste (langue arabe, langue ottomane), reçue notamment à l'Université d'Aix-en-Provence, à l'université du Caire et dans le cadre du DEAC au Caire. Ses recherches sont fondées essentiellement sur la lecture de documents des archives centrales de l'Empire ottoman à Istanbul et d'archives et de chroniques arabes disponibles dans diverses villes, d'Alep à Tripoli, de Tunis au Caire et de Paris à Londres ou Marseille et Aix-en-Provence.

Parmi ses publications :

- *Urban Violence in the Middle East. Changing Cityscapes in the Transition from Empire to Nation State, Berghahn series Space & Place*, Vol 14, New York, Oxford : Berghahn Books, 2015, 334p.
- *Silvestre de Sacy. Le projet européen d'une science orientaliste*, (ed. with Michel Espagne, P.Rabault-Ferhahn) Editions du Cerf : Paris, 2014, 356p.
- *Urban Governance Under the Ottomans : Between Cosmopolitanism and Conflict* (co-ed with U. Freitag), London, Routledge, 2014, 238p.
- *The City in the Ottoman Empire : Migration and the Making of Urban Modernity*, ed. with Ulrike Freitag, Malte Fuhrmann and Florian Riedler, London : Routledge, 2011, 272 p.

Transmed!

Pensée méditerranéenne
et conscience européenne

Le projet de recherche *Transmed!* a travaillé sur un nouveau récit en lien avec la poursuite du processus de construction européenne. Selon lui, face au double contexte de crise politique en Europe et de révolte du « printemps arabe », le continent européen doit élargir son horizon au-delà de ses rapports transatlantiques et se doit d'adopter une perspective plus transméditerranéenne. Le temps d'une nouvelle pensée méditerranéenne est venu ! Or, comment cette pensée est-elle actuellement décrite, comment la caractériser sous un angle politico-historique et dans la perspective d'un diagnostic de notre époque ? En quoi peut-elle contribuer à un renouveau d'une conscience européenne qui peine à se justifier compte tenu de l'effacement du souvenir de la guerre en Europe et des enjeux prin-

cipalement économiques sur lesquels se base son union? Avec ses partenaires à Tunis, Naples, Istanbul, Athènes et Marseille, ce groupe plurinational composé de politologues et de sociologues, de philosophes et d'historiens, de philologues et d'historiens d'art a fait de la recherche fondamentale sur le processus d'unification européenne. C'est dans cette mission qu'il rejoint la volonté de l'OFAJ d'interroger la direction stratégique et le profil de ses programmes.

Un programme de recherche de l'OFAJ avec le Collège International de Philosophie, Paris. Conception : Franck Hofmann / Markus Messling

CANAN ALTIGAN

**Konrad-Adenauer-Stiftung Tunis
(Fondation Konrad Adenauer)**



Canan ALTIGAN a étudié les sciences politiques à l'université de Francfort. En 2002, elle a publié sa thèse de doctorat intitulée «La diaspora turque en Allemagne : Chance ou risque pour les relations germano-turques». Actuellement directrice du programme régional «Dialogue politique et intégration régionale dans la Méditerranée du Sud» à Tunis, elle a été auparavant directrice du programme régional «Dialogue politique dans le Caucase du Sud» et coordinatrice pour la politique européenne à la fondation Konrad Adenauer. Au sein de cette fondation, elle a publié «Europa lohnt sich» («L'Europe en vaut la peine»), «EU-Integrationsmodelle unterhalb der Mitgliedschaft» («Les modèles d'intégration européenne précédant l'admission») et „Türkische politische Organisationen in der Bundesrepublik Deutschland» («Les organisations politiques turques en République fédérale d'Allemagne»).

Bernard ABRIGNANI

SALTO-YOUTH EuroMed, Paris



Coordinateur du Centre de Ressources SALTO-YOUTH EuroMed et Bonnes Pratiques (depuis 2000) et Directeur de Projet de l'assistance technique et stratégique pour le Programme EuroMed Jeunesse III et IV (depuis 2006), Bernard ABRIGNANI est Directeur Adjoint de l'Agence Nationale française Erasmus+ (Jeunesse et Sports). Spécialiste de la coopération dans le domaine de la jeunesse entre l'Europe et les pays de la rive sud de la Méditerranée, la participation des jeunes, le développement local, l'éducation, la prévention de la délinquance, l'apprentissage interculturel et le travail international de jeunesse, il enseigne à l'Université de Cergy Pontoise le management interculturel

dans le cadre du Master «affaires européennes». Il est responsable de plusieurs publications éducatives. Il a conçu le salon international du matériel pédagogique réunissant les Tool Fairs, les recueils de méthodes en ligne et les publications *ad hoc*.

Miriam WOLTERS

Deutscher Bundesjugendring, Berlin



Miriam WOLTERS est vice-présidente du *Deutscher Bundesjugendring-DBJR* (Conseil Fédéral de la Jeunesse Allemande) où elle est, entre autres, responsable des secteurs suivants : voyages d'enfants et de jeunes, Afrique du Nord, bénévolat et groupe de travail sur la politique internationale de la jeunesse. Membre depuis 12 ans du Bureau de sa fédération d'origine, la *Deutsche Schreberjugend* (SchrJ), elle conçoit ou anime jusqu'à aujourd'hui bénévolement des séminaires (internationaux) et des camps de vacances. Le travail international est l'un des piliers de la *Schreberjugend* dont les rencontres sont axées principalement sur les pays d'Afrique du Nord (Egypte, Maroc et Tunisie). Miriam WOLTERS travaille comme conseillère d'études et en tant que chargée de la politique de jeunesse et des relations publiques de la SchrJ.

Naceur MEHDAOUI

Centre Culturel Ali Belhouane, Tunis



Naceur MEHDAOUI est chef de service chargé des programmes et des maisons de jeunes de Mahdia et Secrétaire général du Club Culturel Ali Belhouane (CCAB) en Tunisie. Il accompagne des rencontres nationales et internationales de jeunes dans le domaine de l'éducation non-formelle. Dans le cadre de son travail, il organise des formations interculturelles, des séminaires de prévention de la violence (avec la Fondation «search for common Ground»), conduit des animations linguistiques et dirige un projet de jardinage communautaire. Suite à une formation en cinéma et technique de tournage, il anime des ateliers de théâtre et de cinéma et organise des événements artistiques. Avec le CCAB, il a fondé le festival pour enfants Lafayette et le festival du patrimoine «sidi thabet».

Manel ZNAIDI

consultante indépendante, Darmstadt



Manel ZNAIDI est diplômée de l'université de Hambourg en Allemagne. Elle a occupé différents postes au sein de la Chambre germano-tunisienne de l'Industrie et du Commerce à Tunis. Dans ce cadre, elle a participé à plusieurs projets ayant pour objet la lutte contre le chômage, la promotion de l'emploi et de l'employabilité des jeunes diplômés en Tunisie. Madame ZNAIDI a animé plusieurs formations et ateliers sur des sujets tels que les soft skills, la préparation à la candidature à un emploi, l'interculturalité, le fonctionnement du système allemand de formation professionnelle en alternance, la gestion du temps, la dynamique de groupe ainsi que la préparation et l'intégration des jeunes dans le monde de l'entreprise.

Michaël PRIVOT

European Network Against Racism, Bruxelles



Michaël PRIVOT est islamologue et directeur du Réseau européen contre le racisme depuis 2010. Il est l'auteur de « Profession imam » (2009, T. Oubrou et C. Baylocq) et d'un ouvrage sur les Frères Musulmans (2017). Il a développé une expertise en matière de prévention de la radicalisation pouvant mener à la violence et il est, à ce titre, régulièrement sollicité par les médias.

Garance THAUVIN

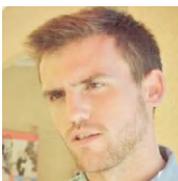
animatrice interculturelle indépendante, Berlin



Garance THAUVIN est animatrice interculturelle, formatrice et interprète indépendante. Elle a fait des études d'histoire à l'Université Paris X. Elle vit et travaille depuis 1997 en Allemagne dans le domaine des échanges internationaux de jeunes et de la formation pour adultes.

Maxime BOITIEUX

Peuple et Culture, Paris



Maxime BOITIEUX, est permanent pédagogique de l'OFAJ au sein du mouvement d'éducation populaire Peuple et Culture, où il occupe le poste de chargé de mission international. Il coordonne le groupe de travail franco-allemand sur le genre qui rédige l'ouvrage de méthodes « La question du genre dans les rencontres interculturelles de jeunes ». Lors d'une formation franco-germano-maroco-tunisienne, il a été formé à l'animation interculturelle.

Badr BELLAHCEN

Petits Débrouillards, Rabat



Badr BELLAHCEN est président fondateur de l'association marocaine des Petits Débrouillards. L'association se veut une structure de promotion de la culture scientifique, technique et environnementale. Elle travaille sur cinq axes à savoir l'animation, la formation, la création d'outils pédagogiques, l'évènementiel et également les échanges de jeunes. La structure est composée de 10 salariés, d'une centaine de bénévoles et touche environ 20000 enfants par an dans tout le Maroc.

Thithrith KASDI

Centre Pédagogique pour Construire une Vie active, Paris



Thithrith KASDI est diplômée d'un Master Cadre d'intervention en terrain sensible, spécialisée dans le domaine de la prévention de la délinquance. Elle est présidente de l'association « Solidarité Nomade » et intervient dans un groupe de réflexion sur l'accompagnement des migrants et la question de l'immigration.

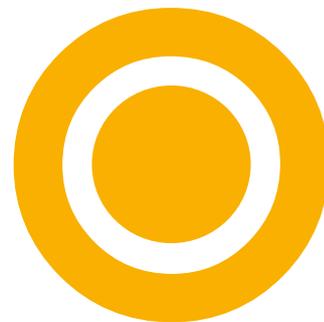
Florian FANGMANN & Elisa MEYNIER

Centre Français de Berlin



Le Centre Français de Berlin (CFB) est un centre culturel franco-allemand basé à Berlin dont le but est de contribuer à l'esprit européen de l'amitié entre les peuples dans les domaines de la jeunesse, de la formation et de la culture.

Florian FANGMANN est directeur du CFB. Il est particulièrement impliqué dans la coopération entre les mairies de Paris et de Berlin dans le secteur de la jeunesse. Elisa MEYNIER est responsable des rencontres internationales de jeunes au CFB et permanente pédagogique de l'OFAJ. Nombre de ces rencontres de jeunes sont organisées en coopération avec des établissements scolaires.



- Mentions légales
- Anna Louise Weßling, Florence Gabbe, OFAJ
- Office franco-allemand
- pour la Jeunesse
- Deutsch-Französisches
- Jugendwerk
- 51 rue de l'Amiral-Mouchez
- 75013 Paris
- Tél. : +33 1 40 78 18 18
- www.ofaj.org
- Molkenmarkt 1
- 10179 Berlin
- Tel. : +49 30 288 757-0
- www.dfjw.org
- Photos : © OFAJ
- © OFAJ/DFJW, Paris/Berlin, 2017